

Le latin est victime, avec la réforme des collèges de 2015, de l'une des plus graves attaques qu'il ait jamais subies. Le tableau de la situation faite aux langues anciennes est noir. Va-t-on vers la disparition pure et simple des humanités classiques ? Face à l'urgence, les réactions médiatiques et politiques se multiplient. Quelles sont les raisons secrètes de la réforme ? L'enjeu, évidemment politique, paraît bien être le modèle de citoyenneté qui nous est imposé.

La spécificité de l'histoire du latin et le legs antique doivent être analysés en relation avec les grandes questions qui se posent à nous. Que devons-nous à la littérature latine ? Comment la littérature latine chrétienne a-t-elle infléchi l'histoire naissante de l'Europe ? Quelle place l'histoire du christianisme doit-elle avoir à l'école ? En quoi le latin, jusque dans l'Antiquité tardive, a-t-il façonné notre vision de la civilisation ?

Stéphane Ratti a été professeur de langue et littérature latines à l'Université de Bourgogne. Il est aujourd'hui professeur d'Histoire de l'Antiquité tardive à l'Université de Bourgogne Franche-Comté. Il est l'auteur d'une centaine d'articles parus en France et à l'étranger et de plusieurs ouvrages sur l'Antiquité romaine. Le dernier en date, *Polémiques entre païens et chrétiens*, Les Belles Lettres, 2012, est consacré aux relations entre païens et chrétiens dans l'Antiquité tardive.



ISBN 978-2-36441-1517
ISSN en cours
Code SODIS : F 399461
8 €


Éditions Universitaires de Dijon

Stéphane Ratti

À en perdre son latin

Essais

EUD

À en perdre son latin

Stéphane Ratti

Essais



Partie I

Au revoir, Cicéron

« La tradition n'est pas autre chose
que la démocratie étendue à travers le temps. »

G. K. CHESTERTON, *Orthodoxy*

Ouverture décliniste

Mauvaise saison : un vent sinistre souffle sur les langues anciennes.

Un décret ministériel vient de réduire les horaires consacrés au collège au grec et au latin et de rogner sur les ambitions dans la définition des programmes. Est-ce une raison pour emprunter à Chateaubriand et à un romantisme de pacotille ses images les plus noires ? Ceux qui, en France, dénoncent l'affaiblissement de l'école et agitent périodiquement le chiffon rouge du déclin ne seraient que des passéistes au mieux, des conservateurs certainement, des réactionnaires au pire. Il est tellement facile de puiser dans la vaste anthologie – Lucien Jerphagnon l'a réunie pour nous dans un savoureux recueil – des récriminations de professeurs amers ou de littérateurs

à l'esprit sombre des échantillons choisis pour décrédibiliser ceux qui, de Juvénal, Tacite ou Pétrone à Dante, Fénelon, Hugo, Mauriac ou Cioran, pour m'arrêter à l'aube de notre époque, ont crié sur tous les toits que c'était mieux avant et que désormais tout se délitait, pour choisir mes mots et demeurer poli. *Laudatores temporis acti* est devenu une formule, hélas latine, pour brocarder tous ces vieux barbons dépassés par leur temps et aveugles au progrès. Pline le Jeune n'est pas passé à la postérité pour avoir dénoncé la pauvreté intellectuelle de la jeunesse de son temps : « Les jeunes sont tout de suite des sages ; d'emblée ils savent tout ; ils n'ont de respect pour personne, ils n'imitent personne, ils sont à eux-mêmes leur propre modèle. » Qu'on nous permette encore une brève citation, parce qu'elle est moins connue : Ammien Marcellin, à l'époque où l'Empire romain basculait du vieux paganisme à la nouvelle religion, voyait une corrélation entre la perte de l'ancienne et vénérable *paideia*, c'est-à-dire les humanités classiques de son temps, et le recul des libertés. Il décrivait son époque, la dernière décennie du IV^e siècle, comme celle d'un recul de la culture, ce qu'il vivait comme un âge sombre que n'éclairaient plus de leurs leçons les philosophes ni les lettrés : « Nous rampions alors, dit-il, dans les ténèbres cimmériennes ». L'histoire lui donnera raison : après lui plus aucun grand historien latin ne poursuivra jamais le sillon taciteen que lui-même avait prolongé jusqu'à la bataille d'Andrinople en 378 ni ne viendra plus ensemer les vieux champs labourés par l'historiographie latine, patriotique ou ironique, depuis Tite-Live.

Depuis l'Antiquité (justement) les Cassandre connaissent des fins plutôt sinistres, abandonnées par

les hommes et châtiés par les dieux pour leur lucidité intempestive. La prêtresse d'Apollon appartient non pas à l'histoire des progrès de l'humanité ou à celles des crises que la sagesse des hommes sut éviter. Elle appartient à l'histoire littéraire, à celle de la tragédie plus précisément. Faut-il avoir lu les tragiques grecs, rencontré au moins une fois dans sa vie Eschyle ou Euripide, pour le savoir ? Plus tard, dans la version chrétienne de l'histoire, ce sont des prédicateurs qu'on laissera s'égosiller dans le désert. Faut-il avoir étudié l'histoire du christianisme, rencontré au moins une fois dans sa vie sinon Athanase d'Alexandrie du moins saint Jérôme ou encore Flaubert pour savoir qui était saint Antoine ? Lorsqu'un jour il me prit audacieusement de demander à mes étudiants de Licence d'histoire quel était donc ce saint qui partagea son manteau entre deux pauvres devant la cathédrale d'Amiens, il me fut répondu « L'Abbé Pierre » ! Les glaces de l'hiver 54 sont tombées sur l'Université et ont réfrigéré plus d'un professeur. On tue aujourd'hui la mémoire païenne de Cassandre, qui ne sera bientôt plus pour le consommateur ordinaire qu'une marque de bijoux, parce qu'elle eut le grand tort d'avoir raison contre l'appareil d'État. On tue aujourd'hui la mémoire chrétienne de notre histoire qui avait le tort de parler latin. On tuera demain, très vite, la mémoire de Chateaubriand qui, tout de même, ne s'exprime pas tout à fait comme tout le monde, ce qui complique inutilement les choses, on en conviendra. Certains élèves ne voient-ils pas, quand ils lisent cet aveu de Chateaubriand décrivant ses veillées fébriles dans le parc du château de Combourg : « Je poursuivais les nues fugitives... », dans l'auteur des *Mémoires d'Outre-Tombe* non pas un esthète admiratif du ciel nocturne mais une espèce de pervers coursant des jeunes filles ? On prie humblement le

lecteur indulgent de croire à l'authenticité de cette observation.

L'optimisme béat des amours romanesques décrites par les romans contemporains qui caracolent en tête des ventes n'est-il pas « plus porteur » que les interrogations angoissées d'un Michel Houellebecq – ce Chesterton triste, selon l'heureuse formule de Philippe Maxence – qui donne dans sa dernière fiction, *Soumission*, les traits du premier empereur romain Auguste au nouveau dictateur porté au pouvoir légalement par un consensus démocratique mou ?

Certains prophètes ont beau être lus, ils ne sont pas écoutés. Y eut-il dans les ministères français, vers 1930, un seul homme responsable pour prêter l'oreille aux sombres avertissements d'un Thomas Mann ou d'un Jacques Bainville sur la guerre à venir ? C'est aujourd'hui, près d'un siècle plus tard, que l'on réédite du premier son petit pamphlet, *Cette guerre*, et du second ses articles dans le quotidien *Candide*. La guerre a eu lieu malgré le Nobel du romancier et l'Académie de l'historien. Faudra-t-il attendre l'an 2100 pour qu'un obscur archiviste ou un thésard isolé, s'il en existe encore, exhume le dossier des langues anciennes et ravive ainsi sinon les feux d'une polémique pourtant toute prête à étouffer dès sa naissance sous le tas de cendres que la pensée officielle déverse sur elle à plein tombereaux et à jet continu de bien-pensance et de bons sentiments, du moins rappelle qu'il fut un temps où l'on pouvait librement, sans contrainte aucune, choisir de faire à quinze ans quelques heures de grec ou de latin au cours de son collège ?

Et au Ministère de l'Éducation nationale font carrière (sans enseigner) les optimistes à tous crins,

aux besaces emplies de solutions de toutes sortes. Quel est le dernier occupant de la rue de Grenelle à avoir dit « Stop ! Tout va mal, arrêtons les dégâts ! » ? En réalité rien ne semble pouvoir arrêter un mouvement profond que personne ne maîtrise. Il y eut bien à la tête de l'Éducation nationale des hommes de bonne volonté. François Bayrou, en son temps, imposa le latin en classe de cinquième ; Luc Ferry inaugura son magistère par la rédaction et la diffusion d'un petit livre vantant l'éducation à la culture générale dans les lycées. Grâce à la réforme du premier les professeurs et les élèves ont gagné deux heures de latin par semaine en plus de 1992 à 2016 : ce n'est pas une goutte d'eau pour des pédagogues qui croient à l'adage que les petits ruisseaux font les grandes rivières et que toute graine semée finit par germer. Quant au livre du second il rejoignit très vite le cimetière des Centres de Documentation et d'Information, puis le pilon. Aucun cours de culture générale ne vit jamais le jour nulle part. Les seuls endroits où ils existaient les virent même, peu de temps plus tard, disparaître, devenus obsolètes, lorsqu'un défunt directeur de Sciences-Po supprima d'un trait de plume rageur et égalitariste l'épreuve de culture générale au concours de la Rue Saint-Guillaume sans que personne n'y trouve rien à redire.

Les faits de 2015

La réforme des collèges naît soudainement, alors que personne ne l'attendait ni ne l'avait vu venir, au printemps 2015. Quelques bribes fuient dans la presse à la fin de l'hiver, un texte est diffusé très vite. Et puis une nuit de mai le décret paraît, le lendemain même d'une timide manifestation unitaire des professionnels à Paris. Les professeurs n'en

reviennent pas. Non pas du cynisme d'un ministre qui clôt autoritairement une discussion qui n'a jamais commencé (ils en ont vu d'autres exemples), mais de l'efficacité remarquable de ses services capables de publier au Journal Officiel un texte en moins de vingt-quatre heures. Et de cette réactivité-là ils n'avaient vu d'exemple, eux qui attendent souvent un remboursement de maigres indemnités de jury de bac (moins de quinze euros pour une journée complète de huit heures d'interrogation orale, soit seize candidats interrogés) plus d'une année. Quel professeur n'a pas éprouvé cette vergogne indescriptible qui consiste à prendre son téléphone et à chercher à joindre un responsable au service des examens de son rectorat pour pleurer les vingt-huit euros qu'on lui doit depuis huit ou douze mois ? Il faut avoir vécu pareille humiliation pour comprendre certaines colères.

Le décret de 2015 prévoit la suppression des classes bilingues en sixième. Il avance en contrepartie l'apprentissage de la seconde langue vivante en cinquième. Ce qui déplaît aux parents et aux professeurs de langue vivante, c'est la disparition du choix laissé à certains élèves de suivre un cursus un peu plus exigeant pour imposer à tous la même vitesse de progression. On enlève une possibilité dans les choix libres de quelques-uns pour imposer à tous un carcan.

Quant aux langues anciennes, l'usine à gaz mise en place est plus subtile et, comme toujours en ces affaires, le diable se dissimule dans les détails. Depuis près de vingt ans les élèves de collège choisissaient librement (c'est un choix, il faut y insister, des parents et de leurs enfants, et non une décision des conseils de classe) de suivre ou non un enseignement de deux heures de latin la première année, trois heures les

deux années suivantes, essentiellement axé sur l'histoire romaine, les auteurs latins, la vie quotidienne des Romains, les grandes figures de la mythologie gréco-romaine. Ils sont en 2015 environ un quart des élèves de 5ème dans ce cas. Les professeurs de lettres classiques appellent cet enseignement « la civilisation romaine ». Ils y sont profondément attachés, et ce d'autant plus que l'intérêt réel des élèves pour ces questions les rend particulièrement réceptifs. Les cas d'adolescents de douze à treize ans absolument passionnés par les voyages d'Ulysse, les aventures d'Hercule ou les amours de Didon sont fréquents. Certains professeurs ne peuvent se souvenir sans émotion de ces élèves qui leur rendent spontanément d'épais dossiers sur la philosophie de Platon ou qui présentent à leurs camarades de magnifiques exposés sur les thermes romains ou l'art de vivre pompéien. Ces élèves rencontrent dans leurs cours de latin, pour les plus curieux, des échos à leur propre culture, leurs lectures ou leur univers médiatique ordinaire. Saint Augustin raconte dans les *Confessions* qu'il s'était pris de passion à cet âge pour l'*Énéide* et rappelle son goût d'enfance pour les scènes d'amour, par exemple les malheurs de Didon qui l'ont ému jusqu'aux larmes. Si ce n'est pas toujours le cas pour les adolescents d'aujourd'hui, il en est peu qui ne tendent l'oreille quand on leur explique que tel roi un peu fou dans *Game of Thrones* (GoT pour les intimes) pourrait bien avoir été inspiré par le Néron de Suétone ou que le fameux Mur dans cette série à succès ressemble beaucoup à celui qu'Hadrien édifia contre des barbares qui, comme dans la fiction, venaient eux aussi du Nord.

Pour compenser la suppression du latin en cinquième (deux heures perdues par semaine) et

l'affaiblissement d'un tiers des horaires en quatrième et troisième (on passe avec la réforme de trois heures hebdomadaires à deux heures), la ministre introduit des enseignements interdisciplinaires sous un acronyme barbare que tout le monde aura oublié d'ici quelques mois. En collaboration (mais sur quel temps seront prises les nécessaires réunions de concertation, d'harmonisation et d'évaluation ?) avec ses collègues, le professeur de français, latin et grec fera du latin ou du grec dans la perspective des sciences naturelles, de l'histoire des mathématiques ou de la géographie du bassin méditerranéen, tout cela en partenariat avec un géographe, un professeur de maths ou un spécialiste de biologie qui sera tout à fait enchanté, on en prend le pari, de bénéficier de son côté des compétences irremplaçables de son collègue, le latiniste de service. Soit, pourquoi pas, tant qu'on ne demandera pas aux élèves de travailler sur le chat, de l'embaumement chez les Égyptiens à l'anatomie des félidés ou du scarabée, de son mode de vie dans les pays tempérés à sa représentation sur les camées de Haute-Égypte. Heureusement qu'il n'y a point de philosophes dans les collèges, on aurait pris le risque de leur demander un avis sur la métaphysique des esprits-animaux.

Qu'est-ce qu'un professeur de lettres classiques ?

La réaction des premiers concernés, les professeurs de lettres classiques, a été très négative à l'annonce de cette réforme. Et il faut tenter d'expliquer pourquoi. Qu'est-ce donc qu'un professeur de lettres classiques ? C'est le titulaire d'un concours sélectif, le Capes du même nom. Au cours de son parcours à l'Université cette étrange créature

a partagé son temps entre l'étude exigeante de la littérature française, des origines médiévales (*Aucassin et Nicolette*) au roman du XXI^e siècle (*Stupeur et tremblements*). Il a régulièrement disserté (le temps officiel au concours d'une dissertation est de six heures), de sa première année de Licence jusqu'au concours, cinq années durant, sur les sujets les plus ardues, les questions de poétique, de critique littéraire, de théories génériques ou génétiques, sur l'histoire du théâtre, du roman, de la poésie. Sa dissertation à l'écrit du concours a compté pour environ la moitié des coefficients au total. Mais il a aussi consacré l'autre moitié de son temps et de ses efforts à faire du latin et du grec. Il a rendu chaque semaine à ses professeurs une version latine et une version grecque, quinze par an environ dans chaque langue, sachant que la durée officielle pour réaliser une version est de quatre heures. Pour préparer l'oral du concours il a enfin acquis les compétences et les méthodes du commentaire de texte. Commenter une page d'Homère ou de Tacite (une demi-heure d'épreuve orale) consiste à traduire pour ainsi dire *ex improviso* le texte proposé mais impose aussi de posséder les connaissances philologiques, philosophiques, historiques et littéraires pour maîtriser les problématiques et exposer au jury sa propre lecture ordonnée et argumentée. C'est, on en conviendra, un programme redoutable et ambitieux. Les lauréats du Capes sont donc des spécialistes bien armés, passés sous les fourches caudines d'une sévère sélection et généralement, par conséquent, compétents et bien formés pour enseigner leur discipline. Et cette discipline, malgré les avanies des concours ratés et des versions notées sous le seuil de décence, malgré les heures de « petit latin » – une espèce d'exercice solitaire qui consiste, parfois sans plaisir, à lire du latin

dans le texte, tous les jours que Dieu fait – cette discipline ils l'aiment d'un amour exclusif.

Ajoutons que plusieurs milliers de professeurs de lettres classiques en collège et en lycée sont agrégés. Le taux de sélection est cette fois beaucoup plus sévère. Au programme annuel de l'agrégation dans cette discipline figurent en effet six auteurs français, quatre auteurs latins et quatre auteurs grecs. Ajoutez aux épreuves déjà rudes du Capes un thème latin et un thème grec à l'écrit (et cinq épreuves à l'oral dont une redoutable leçon qui peut porter indifféremment sur l'un de ces quatorze auteurs) et vous aurez une idée de la haute spécialisation des lauréats de l'agrégation des lettres, la seule qui n'impose pas un adjectif supplémentaire pour être identifiée par opposition à l'agrégation de lettres modernes.

C'est ce modèle académique que conserveront à l'esprit et dans leur chair toute leur carrière ces professeurs. On peut critiquer la prégnance dans ce type de cursus de la formation disciplinaire et de l'influence, venue du fond des âges antiques, des codes rhétoriques tels que Cicéron les avait théorisés voici deux mille ans. Oui, le *De oratore* de l'Arpinate est encore la bible de bien des examinateurs, y compris à l'agrégation. Après tout n'est-il pas l'inventeur du plan en trois parties ? Le premier à avoir codifié la pratique de l'éloquence, mère de nos épreuves orales ? Quintilien ne fera que transformer en didactique ce qui était encore théorique chez Cicéron. Les traités de ce dernier font office pour bien des examinateurs du lit de Procuste sur lequel ils allongent tous les candidats. Et malheur à celui qui est plus petit que Cicéron, mort à celui qui est plus grand que lui ! Certains ne se privent pas de critiquer les concours et leur fonctionnement proche de qui se

faisait voici cent ans, que l'on estime que le niveau ait baissé ou le contraire. Sans doute la part de l'*imitatio* est-elle dans les concours exagérément valorisée au détriment de l'*inuentio*. Sans doute la reproduction de la *doxa* y est-elle privilégiée au détriment de la part personnelle d'inventivité ou d'originalité. Sans doute les jurys ne sont-ils pas infaillibles ni irréprochables. Mais, selon le mot prêté au cher sir Winston sur la démocratie, le système français des concours demeure le moins mauvais des systèmes... « à l'exclusion de tous les autres ». À moins que l'on n'invente, comme ailleurs et dans d'autres disciplines, un recrutement sur « titres et travaux ». Mais c'est un autre sujet.

Enfin tout était ainsi jusqu'à il y a peu. Car depuis une décision ministérielle prise en 2010 le Capes de lettres classiques a disparu, englouti, digéré, intégré par son rival, le Capes de lettres modernes. Les langues anciennes sont devenues des options dans ce dernier concours au même titre que le russe ou le chinois. Les collègues de lettres modernes ont pris là leur revanche dans la vieille querelle entre Anciens et Modernes qui gangrène l'Université plus ou moins sournoisement depuis des décennies et la création de l'agrégation de lettres modernes par un décret de 1959. Peut-être jaloux du prestige historique de l'agrégation de lettres classiques et davantage portés vers d'autres disciplines tout aussi exigeantes (souvent pas latinistes du tout, ils sont à la place linguistes ou poéticiens) les professeurs de lettres modernes savonnent volontiers la planche à leurs collègues de lettres classiques, allant jusqu'à éradiquer des maquettes de Licence, à l'Université, toute présence du latin. Triste et vulgaire rivalité qui avive les rancœurs dans les rangs d'une même famille, celle des

littéraires authentiques dont aucune des deux agrégations ne saurait se revendiquer comme la seule patrie, jusque dans les établissements, les jurys et les corps. Triste situation dont se nourrit la toute-puissance d'une administration de l'Éducation nationale qui sait mieux que personne jouer de la division de ses professeurs.

Réactions des professeurs de lettres classiques

Les professeurs de lettres classiques ont donc très mal réagi. Ils ont été blessés et ils sont inquiets. Ils se sont sentis méprisés par leur ministre qui leur reproche un enseignement jugé poussiéreux. Ils pensent qu'ils vont disparaître bientôt, parlent d'eux-mêmes comme des « dinosaures ». Ils savent qu'à l'Université les licences de lettres classiques ont disparu de l'offre de nombreuses villes de province, que les postes de Professeurs de langue et littérature latines sont supprimés au rythme d'un ou deux chaque année, ce qui laisse entrevoir que ne subsisteront plus, d'ici quelques années, que quelques chaires dans des lieux choisis. Combien demeure-t-il aujourd'hui en France de latinistes de métier qui enseignent effectivement ? Peut-être une cinquantaine de rang professoral en activité dans les soixante-treize universités du pays. Bientôt un seul par Communauté d'Universités nouvellement formées, c'est-à-dire une vingtaine si chacune d'entre elles conserve au moins un poste de latiniste, ce qui, compte tenu des spécialisations en formation, représentera sous peu moins de vingt personnes ? L'on conservera d'ici une génération, comme dans ces banques réfrigérées où l'on congèle des graines en cas de cataclysme, un ou deux spécialistes de Cicéron, un ou deux traducteurs

de Virgile ? Combien de places sont prévues pour les auteurs moins connus, les écrivains de périodes plus tardives, les spécialistes de thématiques plus rares ? Comme dans les mauvais films de science-fiction, les appelés dans l'Arche de la connaissance seront beaucoup plus nombreux que les élus.

Il est vrai qu'en raison de la fin du Capes de lettres classiques et de la contre-publicité faite à la discipline par ses détracteurs, on ne sait plus dans beaucoup de Facultés des Lettres, comment remplir les services des professeurs de grec ou de latin, faute de public. L'administration a, quelquefois, fermé les yeux devant des cours délivrés à une poignée de bénéficiaires. Mais ces temps de générosité sont révolus.

Qui voit, dans ces conditions, sa mort prochaine, celle de ses congénères et celle de l'idéal professionnel et personnel qui a guidé toute sa vie se profiler à très court terme sans une amertume profonde ? Seul l'amour de leur discipline, la plupart du temps, a justement donné à ces professeurs la force de poursuivre. La dissolution interdisciplinaire qu'on leur promet les touche au cœur. Ils perçoivent très lucidement que les poches de latinistes et d'hellénistes qui subsistent grâce au travail et au charisme de quelques professeurs dans les lycées seront bientôt réduites, puis se résorberont ; ils voient, impuissants, les oasis classiques s'assécher. Ils ne comprennent pas les mises en accusation de leurs méthodes, eux qui depuis trente ans ont tout fait pour renouveler leurs pratiques. Les associations de spécialistes de langues anciennes (elles sont regroupées dans une Coordination Nationale des Associations Régionales des Enseignants de Langues Anciennes, la CNARELA) ont fourni depuis la fin des années 1970 des efforts remarquables de réflexion théorique sur

l'art difficile de la traduction, sur la complexe question des lexiques et de leur acquisition, sur la justification épistémologique et anthropologique que pouvait trouver dans le monde d'aujourd'hui l'étude de langues éteintes depuis si longtemps. C'est cet immense travail, réuni et synthétisé dans d'innombrables publications didactiques et pédagogiques, qui est ignoré par leur ministre, balayé d'un revers de la main, rayé d'un trait de plume.

Rejet d'une interdisciplinarité de façade

On comprend par conséquent que les professeurs de lettres vivent ce qui se passe en ce moment autour de la réforme du collège comme un drame absolument pathétique et bouleversant. Pathétique, d'abord, car les professeurs de collège, mal rémunérés, sont en réalité, on l'a dit, les détenteurs d'un diplôme sélectif, et sont, au fond, des amoureux de leur discipline qu'ils enseignent avec cette affection souvent exclusive qu'ils lui portent depuis leurs années de Faculté : ils sont prêts à toutes les générosités pour faire partager cette passion. Ces professeurs parlent d'ailleurs de leur « matière », un choix lexical qui indique qu'ils la façonnent, cette matière, comme des artisans ou des artistes travaillent la leur afin d'en transmettre la substantifique moelle à leurs élèves.

Or cette matière, on veut la leur enlever en les contraignant à partager avec leurs voisins de classe, leurs collègues de sciences ou de langues : de « première », leur matière deviendra « secondaire ». Ils vivent ainsi l'interdisciplinarité comme une dépossession intellectuelle, comme un vol de leur bien, comme un viol de leur identité. Ils savent pourtant merveilleusement s'adapter aux contraintes

de l'interdisciplinarité et sont parfois eux-mêmes à la fois latinistes, hellénistes et littéraires, nourris d'histoire et de géographie, musiciens et peintres. Et puis, à l'Université, on apprend à déjouer les pièges, à déceler, sous les discours, l'idéologie, ce qui, aux yeux du pouvoir, constitue une forme de critique qui n'a pas sa place à l'école. C'est aussi la raison pour laquelle on tue dans l'enseignement supérieur les études humanistes, jugées bourgeoises et potentiellement subversives. Un spécialiste de Rome sait, en effet, comment un tyran fait de la bonhomie le meilleur masque de l'absolutisme.

Le drame se joue là : combien de nos étudiants, après leur succès aux concours, viennent nous voir pour nous dire leur nostalgie de quitter des cours qu'ils jugeaient de haut niveau à l'Université pour tomber avec sidération, puis tristesse et accablement, dans les griffes des pédagogues professionnels des anciens IUFM devenus les ESPE ! Ce qui est pathétique, c'est ce gâchis institutionnel qui fait d'un étudiant curieux et épris de sa discipline un professeur bientôt perplexe, puis révolté et enfin amer, à qui l'on impose des programmes rédigés par des gens qui sont payés pour ne pas enseigner : à croire que les thèses en histoire de l'éducation ne servent qu'à cela, offrir le sésame qui permettra de faire de belles carrières dans l'Éducation nationale sans jamais enseigner. Jadis, l'élaboration des programmes était l'apanage des Inspecteurs Généraux, d'anciens grands professeurs aux parcours exemplaires ou des universitaires réputés. Aujourd'hui, non seulement plus aucun Professeur d'Université ne siège plus dans le corps de l'Inspection Générale des Lettres (un seul dans celle d'Histoire), mais encore l'Inspection demeure muette après avoir accepté sans broncher d'être dépossédée par un obscur Conseil des

Programmes naguère inventé *ex nihilo* par Lionel Jospin. Demandez donc à Antoine Compagnon pourquoi il a refusé de présider ce Conseil !

Une délégation de professeurs de lettres classiques reçue au Ministère s'est entendu dire que le latin et le grec n'étaient, je cite, « pas sexy ». Pathétique, on vous dit. L'ingéniosité pédagogique des professeurs est autrement plus grande que ne fait semblant de le croire la ministre de l'éducation. Elle est parfois bricolée, souvent admirable : combien de professeurs fabriquent à grands frais (c'est-à-dire dire au prix de dizaines d'heures de travail personnel, dimanches et vacances compris) leur propre manuel, leur progression personnalisée, leurs anthologies de textes ou de documents qu'on ne trouve nulle part ailleurs et dont parfois ils font don sur le net à la communauté (générosité absolue, on vous dit) ? Ce sont ces *artifices*, des artisans de l'art, qui se voient reprocher par la ministre d'enseigner comme on le faisait au XIX^e siècle au point de faire dépérir des classes entières sur des bancs d'endormis ? Rien n'est plus faux et rien n'est plus blessant, c'en est même à pleurer.

Cette réforme bouleverse l'ordre des choses : moins un professeur disposera d'heures dans sa discipline avec ses élèves, plus il se sentira floué, méprisé, dévalorisé. C'est au contraire en rétablissant la prééminence des « matières » que l'on rendra estime de soi et confiance aux professeurs et qu'on leur redonnera le goût du partage et de la transmission.

La disparition des études libérales : Jules Verne l'avait annoncée

Le pire est que Jules Verne avait prédit (avec un siècle d'avance) ce qui se passe aujourd'hui dans